

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : solidarité internationale / p.3 à 6 : Place au débat : réforme des retraites / p. 7 : Actualité sociale : p.8 Coup de gueule

L'ÉDITO

En ce début de congés d'été, je vais encore m'attarder à souligner combien Macron reste le président des riches. Avec une arrogance peu commune, il s'arroge le droit de donner des leçons à ceux qu'il considère comme « petits ». Il moque publiquement les gouvernants de pays africains, s'exposant d'ailleurs à la réponse digne du président ghanéen. Mais il s'écrase devant Vladimir Poutine qui ne dissimule pas le peu de considération qu'il lui porte.

En politique intérieure, il poursuit, dans son mépris affiché pour les défavorisés et évoque, concernant les aides sociales, qu'elles coûtent « un pognon de dingue », oubliant les cadeaux divers faits aux riches. Pourtant suppression de l'ISF, suppression de l'exit tax, réforme fiscale, exonération de l'augmentation de la CSG ... tout cela a bien bénéficié aux « 1ers de cordée » !

Nos riches l'avaient sans doute mérité, même s'ils viennent aussi de se partager les 45 milliards d'euros de dividendes des entreprises du CAC40. Alors les aides sociales aux familles en difficultés, aux mères chefs de famille, aux allocataires de l'APL, ... vous comprenez que ça ne rapporte pas grand'chose. Peut-être même qu'en poursuivant le changement de société, on pourrait, comme aux Etats-Unis, confier tout ça à des associations de bienfaisance, religieuses même, pourquoi pas ?!

C'est bien de cela qu'il s'agit : du changement de notre modèle social issu du CNR et qui a tenu jusqu'alors malgré les attaques qu'il subit depuis une trentaine d'années et la régression progressive vers le modèle américain.

En attendant c'est la réforme des retraites qui est engagée : elle est détaillée dans le « Place au débat » de ce bulletin. Quant au plan « pauvreté » qui devait être présenté ces jours-ci, il est renvoyé à l'automne : les pauvres peuvent bien attendre encore un peu. La grève des cheminots s'essouffle. Saluons les employés de la SNCF qui l'ont menée, en grande partie, dans l'unité syndicale, et avec beaucoup de courage et d'abnégation. Ils avaient conscience qu'ils étaient les défenseurs d'une conception solidaire de la société. Prenons garde à ce que la voie ne soit pas ouverte maintenant pour la remise en cause du statut de la Fonction publique.

Macron et son gouvernement sont allés jusqu'au bout, faisant voter, par une assemblée nationale aux ordres, la 1^{ère} marche de la privatisation de la SNCF. Les conséquences se font déjà sentir : de petites lignes ferment, des TER et des Intercités sont supprimés pour cause de non rentabilité. Peu importe l'aménagement du territoire ; peu importe que des lycéens et des salariés soient contraints de se rabattre sur les transports routiers... fort peu écologiques. Hulot où es-tu ?

Côté bradage des entreprises publiques, il y a devant nous la privatisation de nos barrages. 150 grands barrages, dans un 1^{er} temps, vont être vendus, l'équivalent de 3 réacteurs nucléaires de nouvelle génération. Les autres suivront. Bref, sous le prétexte de s'incliner devant l'injonction européenne, la France de Macron abandonne au privé son indépendance énergétique

(suite page 2).

L'ÉDITO (suite)

De plus, il faut rappeler l'importance de l'hydroélectricité : elle représente 70% de notre capacité en énergie renouvelable. Certes, c'est une belle manne pour les futurs actionnaires !

L'horizon proche n'est pas réjouissant ! Macron continue son entreprise de démolition. Les mobilisations, nombreuses mais éclatées, ne le font pas reculer. Pourtant le rejet de cette politique du chacun pour soi et de l'exclusion, sourd de partout.

Il faudra bien que les forces de gauche, dans leurs diversités politiques, syndicales et associatives, prennent le temps d'analyser, ensemble, cette situation et de rechercher des solutions.

RESO y participera par l'organisation, à Paris, d'un Café social le mercredi 17 octobre de 19h à 21h et de ses 13èmes Vendémiaires la journée du samedi 1^{er} décembre. Dès maintenant réservez ces dates.

Dans l'attente : Bel été à tous !

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE



Etats-Unis : une nouvelle génération à l'assaut du parti démocrate

Par Julien GUERIN

Fait ancré depuis des décennies dans l'histoire politique américaine, le bipartisme n'a jamais permis l'existence à gauche d'un véritable parti de masse aux États-Unis. Le parti démocrate, notamment depuis sa prise de contrôle par Bill Clinton aux débuts des années 90, campe au centre de l'échiquier politique. Il a tourné le dos à la classe ouvrière en se ralliant au néolibéralisme et à un libre-échange sans entrave. Les huit années de Présidence Obama n'ont pas, au-delà du symbole et de l'espoir soulevé, dérogé à la règle en servant passivement les intérêts du capitalisme américain. Secoué par les ravages économiques et sociaux de la crise de 2008, par l'accès au pouvoir de Trump et la défaite d'Hillary Clinton qui incarnait cette orientation politique centriste, le parti connaît cependant de vifs débats internes depuis un an. Une nouvelle génération militante se lève et, investissant les luttes sociales, démocratiques et écologistes, compte se faire entendre politiquement.

Les militants porteurs d'une orientation alternative au libéralisme ont déjà à plusieurs reprises au cours de son histoire investi le parti démocrate pour le transformer en le subvertissant de l'intérieur. Depuis la belle campagne de Bernie Sanders aux primaires de 2016 c'est un véritable vent d'espoir qui s'est levé dans la gauche américaine. Se réclamant ouvertement du socialisme démocratique, inscrivant ses pas dans ceux du mouvement Occupy Wall Street, défendant la gratuité des études universitaires, la mise en place d'une véritable Sécurité sociale, l'augmentation des salaires, l'égalité entre les hommes et les femmes, une meilleure réglementation des armes et la fin des traités de libre-échange, le sénateur progressiste du Vermont soulève l'enthousiasme mais se heurte à l'appareil démocrate. Il est vaincu par Hillary Clinton mais son combat a rallumé l'espoir. Entrant en résonance avec le mouvement profond qui travaille une partie de la société américaine cette campagne connaît aujourd'hui des prolongements inédits. C'est cette

dynamique qui vient de porter Alexandria Ocasio-Cortez dans un vote interne à New-York pour la désignation des candidats démocrates aux élections de mi-mandat qui se tiendront en novembre 2018. C'est avec plus de 15 points d'avance que cette jeune militante de 28 ans, jamais élue, serveuse dans un bar du Bronx, l'a emporté sur le numéro 4 du parti, cacique parlementaire et homme de l'appareil. Se définissant comme démocrate et socialiste, ancienne membre de l'équipe de campagne de Sanders, son élection constitue un coup de tonnerre.

Elle est le symbole de l'accès des « Millennials » aux responsabilités politiques. Cette génération, née entre 1980 et 2000, urbaine et connectée, est la plus progressiste de l'histoire récente des États-Unis. On la retrouve dans les luttes pour un accès égalitaire à l'Université, dans les récentes manifestations pour un contrôle étroit de l'accès aux armes, dans les combats pour l'avenir de la planète et en solidarité avec les migrants, dans les mobilisations féministes de masse qui ont vu des milliers de manifestants déferler dans les grandes villes du pays. Fer de lance de l'opposition à Trump ces jeunes, qui n'ont pas connu la guerre froide et n'hésitent plus à se réclamer d'idées socialistes, cherchent une issue politique majoritaire et, pour l'heure, surfent sur la dynamique insufflée par Bernie Sanders pour conquérir des positions dans le parti démocrate. C'est en faisant la jonction avec les travailleurs des petites et moyennes villes industrielles écrasées par le libre-échange, avec les précaires et les laissés pour compte du « rêve américain » qu'une majorité sociale et politique pourrait se dégager et s'incarner demain jusque dans le bureau Ovale de la Maison-Blanche.

Une phrase de Bernie Sanders résume bien cette vague progressiste décomplexée qui s'est emparée de la gauche américaine : « Tout ce qui nous effrayait du communisme – perdre nos maisons, nos épargnes et être forcé de travailler pour un salaire minable sans avoir de pouvoir politique – s'est réalisé grâce au capitalisme ».

PLACE AU DÉBAT

INFO N°1 : LA REFORME MACRON DES RETRAITES

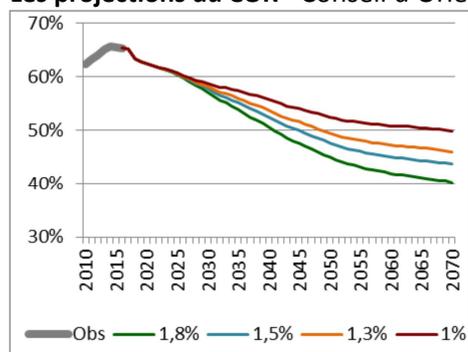
Par Jean Claude CHAILLEY

La réforme structurelle des retraites est lancée depuis plusieurs mois.

Le gouvernement a une stratégie précise pour faire passer sa réforme.

Le mouvement social s'il veut créer le rapport de forces doit prendre des positions claires, informer les militants, la population, choisir rapidement une stratégie.

Les projections du COR - Conseil d'Orientation des Retraites - : une chute sans fin des pensions.



Pension nette moyenne de l'ensemble des retraités rapportée au revenu d'activité net moyen

Les différentes courbes correspondent à différentes hypothèses d'évolution économique, du chômage, des salaires.

La réalité contre leurs mensonges

- La branche retraite de la Sécu est à l'équilibre en 2018.
 - Les exonérations de cotisations sociales « patronales » vont encore augmenter de plus de 20 Md en 2019.
 - Les régimes Agirc, Arrco, Cnracl... ont 116 Md de réserves nettes. Qui va en hériter ?
 - **En 2015 la France - source OCDE - était 13^{ème} sur 34 en taux de remplacement net des retraites (*) et non « championne du monde »**
- (*) % de la pension par rapport au salaire au moment de la retraite.

Réforme « Macron » ?

C'est la réforme que Nicolas Sarkozy a abandonnée devant les grèves et manifestations massives, la crainte de blocage de l'économie. Emmanuel Macron tente de la faire passer avec :

- ❖ **Un nouveau marketing** : « l'équité », qui sonne comme égalité, mais renforce les inégalités.
- ❖ **Une nouvelle stratégie** : des mois de « concertation » - dans le cadre non négociable de la réforme - puis la loi qu'il a décidée.
- ❖ **Une réforme « européenne »** sur le « modèle » des Etats-Unis, de l'Union européenne (voir « l'exemple » suédois ci-dessous)

L'enjeu de la réforme : « un changement de société. »

- ❖ **La réforme finale** : pour le gouvernement c'est la réforme ultime car elle donnerait toutes les possibilités de flexibilité aux gouvernements, supprimant toutes les garanties aux retraité-e-s de tous les régimes, rendant les mobilisations très difficiles.
- ❖ **Un projet de société.** A Buzyn : « *ce n'est pas un problème technique, c'est un projet de société...* » (Exact, c'est le modèle néo libéral pur et dur).
- ❖ **Ce projet de société** - qui se concrétise par des réformes tous azimuts - **inclut la destruction de la Sécurité Sociale, au budget de 500 Milliards échappant aux marchés, et dont les retraites sont une des branches principales. Ce projet inclut aussi la destruction des services publics, des statuts (Réforme ferroviaire, Programme action publique 2022)**
- ❖

Agnès Buzyn : « **On est au bout d'un système** », il faut « **construire autrement notre protection sociale** ». C'est le 1^{er} gouvernement qui martèle sans cesse qu'il veut tuer la Sécu de 1945 au profit des complémentaires, des fonds de pension...

Qui est concerné par la réforme ?

- ❖ **Tout le monde**, y compris les générations futures : **suppressions des 42 régimes de retraite, privé, public, régimes spéciaux, Agirc, Arrco, CNRACL...TOUS !**.
- ❖ **Les ouvriers comme les cadres sont concernés, plus encore les précaires, les femmes, les handicapés, les familles.**
- ❖ **Plus on est jeune et plus on est concerné-e-** car l'effet augmente année après année.

« L'équité » de Macron, c'est l'opposé de la solidarité de la Sécurité Sociale

- Lorsqu'Emmanuel Macron dit « **un euro cotisé donne les mêmes droits** » ça paraît égalitaire. En réalité, c'est un mécanisme de destruction des mécanismes de solidarité car opposé à toute redistribution réduisant les inégalités.
- C'est l'**inverse de la Sécu** qui organise la solidarité « **chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins** »
- **Ce principe est si libéral qu'il ne peut être appliqué jusqu'au bout** : un handicapé qui ne peut jamais travailler, aurait 0 pension de retraite. Donc le Haut-commissaire « concerte » sur l'introduction de filets de sécurité **tout en réduisant ceux qui existent** droits familiaux, menace sur la réversion, sur le quotient familial (retenue de l'impôt à la source), la prise en compte du chômage ...car ils coutent « **un pognon de dingue** ». D'ailleurs il n'y aurait pas 9 millions de pauvres « car à 1000 € on n'est pas pauvre » !

Dans cette réforme à points inspirée du modèle suédois :

- Il y a un âge minimum de départ à la retraite mais pas d'âge maximum qui est une décision « individuelle » : le montant est fonction de l'espérance de vie.
- Aucune idée du montant de pension qu'on recevra qui dépend du cumul de décisions liées aux conditions économiques...tout au long de la carrière.
- Des fonds de pension pour essayer de compenser des retraites qui baissent sans cesse, et le filet de sécurité minimum pour ceux qui ne peuvent pas.

Objectif privatisation : les libéraux nous vantent l'Allemagne, ses « dépenses **publiques** » plus basses. Raison : la **part privatisée des retraites est très importante en Allemagne**, comme en **Grande Bretagne, aux Etats Unis**.

Pourquoi cette réforme :

- En application des contraintes libérales de l'UE sur les **dépenses publiques**. Il s'agit de remplacer la CNAV, l'Agirc, l'Arrco, la CNRACL... par les complémentaires, fonds de pension, actionnaires français et étrangers. L'Union européenne crée un fonds de pension « européen »
- En application des **exigences patronales d'abaissement du « coût du travail », des « charges », c'est dire des cotisations**, partie intégrante du salaire, qui se montent à environ 240 Md par an (Sécu, Agirc, Arrco...).
- **Pour développer l'épargne retraite - des fonds de pension - au détriment des salaires dont les cotisations (projet de loi Pacte) .**
- **Pour respecter l'engagement de Macron vis-à-vis de Bruxelles de faire dégager 20Md d'excédents à la Sécu en 2022** (semestre européen).

Le poids des mots: la campagne sur le « niveau de vie des retraités » est une offensive contre le droit à avoir une pension.

On nous saouïe sur le niveau de vie des retraités comparé aux actifs, aux jeunes, pour dévier la colère dirigée sur le gouvernement, le MEDEF, vers une guerre des générations :

- Opposer le niveau de vie à la pension, c'est nier le droit à une pension découlant des cotisations. Qu'on ait économisé ou non, on a **DROIT à une retraite car on a cotisé**.
- Si les jeunes sont dans la galère, c'est à cause des politiques menées par le patronat et les différents gouvernements. La solution c'est de changer de politique.

Cette réforme est-elle obligatoire ? Y a-t-il des alternatives?

- **Non la destruction de tous les régimes de retraite n'est pas obligatoire. C'est un choix politique anti-social du MEDEF et du « Président des riches ».**
- **Oui, bien sûr il y a des alternatives progressistes, des propositions, notamment de financement !** Nous y reviendrons mais dans un premier temps, compte tenu de la majorité LREM, LR, UDI...à l'Assemblée nationale, **la priorité n'est-elle pas d'obliger Macron comme Sarkozy à renoncer à cette réforme mortifère ?**

Le calendrier de la réforme :

- **Les concertations ont commencé en fin 2017. Elles se poursuivent tout 2018 et en début 2019 un projet de loi sera déposé.**
Lors du colloque au Sénat, le Haut-commissaire Delevoye a lancé un **vibrant appel** aux syndicats, partis politiques, citoyens, journalistes, qu'ils soient pour ou contre la réforme, à participer **aux concertations**. Mais il a été clair, de même que Mme Buzyn : **le principe de la réforme n'est pas négociable**.
- **Il y a 3 blocs de concertations qui doivent se terminer dès juillet:** le 1^{er} c'est le cadre de la réforme, « **La construction d'un système universel, commun à tous les actifs**. Puis les droits non contributifs (filets de sécurité – fiscalisés-), puis les droits à raboter ou supprimer, comme par exemple la pension de réversion.

La Sécurité Sociale de 1945, les retraites, c'est la solidarité.

- ❖ On passe d'un coefficient de **1 à 6 des salaires à un coefficient de 1 à 4 des pensions**. Avec la réforme, les petites pensions, notamment celles des femmes, seraient particulièrement pénalisées.
- ❖ **Le modèle Macron / UE c'est l'individualisme, les ordonnances** contre le code du travail, la **suppression de tous les statuts** (retraite à points, CAP 2022,...).
- ❖ **Il faut défendre et reconquérir les services publics, la Sécurité Sociale, dont les branches, santé** (réforme Buzyn en juillet), **retraites... sont victimes de la même politique**.
- ❖ **Choix stratégique majeur pour le mouvement social, pour chaque organisation.**
- ➔ Le projet Macron est-il amendable ou non ? Faut-il continuer ou non de participer aux « concertations » ? Doit-on mettre toutes nos forces, syndicats, élus, associations, pour que comme du temps de Sarkozy cette réforme soit abandonnée ?
- ➔ **Pour Résistance Sociale la réforme à points qui supprime les 42 régimes existants n'est pas amendable. La priorité est de combattre cette réforme, d'obtenir son abandon par une mobilisation aussi unitaire que possible.**
- ➔ Obtenir, notamment dans le cadre du PLFSS 2019 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale), **les moyens de satisfaire les revendications** (augmentation des retraites, abrogation de l'augmentation de la CSG... et plus si rapport de forces).

LA REFORME SUEDOISE DES RETRAITES

Pour information plus détaillée voir vidéo du colloque du Sénat sur la réforme des retraites "Équité, équilibre, simplification" le 19 avril 2018 : https://videos.senat.fr/video.638435_5ad888514dfa6.colloque-reforme-des-retraites--equite-equilibre-simplification---2

Contexte et processus de la réforme :

La crise qui a sévi en Suède a servi de prétexte à la réforme par consensus droite-gauche. Il a fallu 10 ans entre la mise en place de la Commission de réflexion parlementaire (1991) et la vote **de la loi du mécanisme d'équilibrage automatique (2001)** (règle d'or)

- ➔ *La génération née en 1954 est la 1^{ère} à arriver à la retraite dans le cadre de la réforme, mais l'effet de la réforme va s'amplifier ; voir ci -dessous)*

➔

La structure générale des retraites

Rappel : **contributif**, c'est la cotisation sociale ; **non contributif**, c'est la fiscalisation. En France depuis l'instauration de la CSG par M Rocard en 1991, la part de fiscalisation ne cesse de grimper en même temps que les exonérations de cotisations sociales « patronales ».

Pilier 1 : Obligatoire, public et universel, contributif : 65% des pensions versées.

Il est constitué de 2 parties, dont une **partie capitalisation** :

- Changement majeur : **passage de prestation définie à cotisation définie (**)**. En Suède avant la réforme il fallait 30 annuités, la retraite était calculée sur les 15 meilleures années.

()** Dans un régime à prestation définie on connaît le montant de la pension qu'on touchera. Dans un régime à cotisation définie on cotise sans aucune garantie sur le montant de la pension. Le changement a eu pour but de pouvoir baisser les pensions.

Donc régime à **cotisation définie, avec compte notional** : capital virtuel revalorisé chaque année puis converti en pension au moment du départ en retraite.

Pilier 2 : 90 % des salariés : accords collectifs / complémentaires : 23 % des pensions, versées par des fonds de pension.

Fonds de pension pour salariés du privé comme du public.

Pilier 3 : facultatif contrats privés (5% des pensions). Pure capitalisation.

Les cotisations étaient déduites de l'impôt jusqu'en 2016 mais maintenant c'est terminé (*les incitations ont souvent pour but de faire passer la pilule au départ*).

Pilier 0 : pension garantie ; **non contributif** ; 7% des pensions.

C'est un filet sécurité pour ceux qui n'ont pas du tout ou pas assez cotisé. Concerne 1/3 des retraités et des femmes à 82 %. Revenu garanti 829 € pour une personne seule, 739 € pour un couple marié (*en Suède aussi « un pognon dingue » !*)

Pension de réversion : a pratiquement disparu (durée 1 an) au nom du **féminisme** !

-> **Grand danger en France. A Buzyn a déclaré vouloir la « remettre à plat » !**

Le dispositif de pilotage du système :

- Un ratio d'équilibre entre recettes et dépenses futures s'applique à la revalorisation des droits accumulés. **Si ce ratio d'équilibre est inférieur à 1 les droits sont minorés pour les futurs retraités, les pensions baissent.**
 - ➔ **C'est la règle d'or** que Macron veut imposer en profitant de sa large majorité LREM, LR, UDI...pour réduire les cotisations « patronales », casser les retraites et la Sécu
 - ➔ **Lors de la crise de 2008, les retraites ont baissé de 10 % en 3 ans.**
- Un coefficient de conversion prend en compte **l'espérance de vie à 65 ans**
Si on part avant 65 ans le montant de la pension est minoré, après il sera majoré
- **Revalorisation des pensions minorée de 1,6 %** par rapport à l'évolution des revenus, donc **baisse continue**.

Résultat de la réforme

- **Le taux de remplacement - à 65 ans - est déjà passé de 70 % à 55 % et ça s'aggrave chaque année. En conséquence, le cumul emploi retraite se développe.**
- **Le pilotage permet la baisse perpétuelle des pensions et l'encouragement / obligation de prendre sa retraite de plus en plus tard.**
- **Les inégalités augmentent, les petits salaires, les femmes étant particulièrement pénalisés par le compte notional** (carrières à temps partiel, congé parental...)
- ➔ **En Suède il est interdit de licencier avant 67 ans**, sinon les dégâts seraient encore plus importants. **Macron pourrait aussi interdire les licenciements avant l'âge de la retraite.**

AVEZ-VOUS REMARQUE ?



Quand LREM tente de supprimer la sécurité sociale de la constitution

Vous ne le savez peut-être pas, mais en ce moment les députés planchent sur une énième réforme de la constitution. Il n'est pas encore certain qu'elle puisse aller jusqu'au bout, l'Assemblée Nationale et le Sénat devant voter le texte dans les mêmes termes et celui-ci devant obtenir le vote des 3/5 des députés et sénateurs réunis en congrès à Versailles.

Mais parmi les nombreuses modifications proposées, il en est une qui ne manque pas d'interpeller : la suppression de la référence à la sécurité sociale votée par la commission des lois ! Heureusement, la vigilance de l'Humanité et du Parti Communiste soutenus par d'autres partis de gauche et par certains syndicats a obligé le gouvernement et sa majorité à reculer. Finalement, les mots « sécurité sociale » resteront au côté de ceux de « protection sociale ». Mais gageons que Denis Kessler, l'ami du Président et le nouveau patron du MEDEF tenteront encore de faire aboutir leur vieille revendication : supprimer la sécu et donner sa manne aux assurances privées.

ACTUALITE SOCIALE

Maternité en danger au Blanc !

Par Marinette BACHE



Ils ont osé ! Ils ont cadenassé les portes de la maternité de l'hôpital du Blanc (36). Des chaînes ont été posées sur les portes des salles d'accouchement. Quelle honte ! La colère, la rage ont envahi les usagers (usagères !) de cet hôpital de proximité. Il s'agirait de ne fermer que pour cet été, pour cause de manque de personnel y compris médical. Les futures mères devront aller accoucher à Châteauroux ou à Poitiers soit, en moyenne, à 70km. C'est clairement mettre la vie de bébés, quelquefois de leur maman, en danger.

L'ARS le chante sur tous les tons : ce ne serait pas une fermeture définitive ; des sages-femmes vont continuer à assurer les consultations pré-accouchement. Oui, mais voilà, au Blanc, la confiance dans les promesses de l'ARS et du ministère, on a déjà donné ! D'ailleurs des rumeurs circulent déjà concernant la « prolongation » de cette fermeture en septembre et octobre.

L'hôpital du Blanc, instrument essentiel d'accès aux soins dans ce secteur rural, grâce auquel des vies ont été sauvées, est dans le collimateur de l'ARS et du gouvernement depuis au moins 2011. Plusieurs fois, on a essayé d'y fermer la maternité –pourtant d'une extraordinaire qualité tant médicale que d'accueil- puis le service de chirurgie –sans lequel il n'y aurait pas de possibilité de maintien de la mater !

C'est la mobilisation du collectif de défense, conjointement avec les élus et les personnels qui a fait reculer ces casseurs dogmatiques et irresponsables. Aujourd'hui le combat continue !

Depuis 100 jours, 150 Facteurs des Hauts-de-Seine se battent contre la déshumanisation du service public

Cette pétition a reçu le soutien de nombreux partis, syndicats et associations dont Résistance Sociale

Depuis le 26 mars 2018, près de 150 factrices et facteurs de plusieurs bureaux de postes des Hauts de Seine sont en grève illimitée. Elles et ils sont entrés en grève dans un premier temps pour empêcher le licenciement de l'un d'entre eux, Gaël Quirante, postier et délégué syndical.

La direction de la Poste s'acharne à vouloir le licencier depuis dix ans mais sans succès malgré de multiples tentatives. Or, en ce début d'année, elle est arrivée à ses fins grâce au coup de pouce de Muriel Pénicaud. Elle a autorisé son licenciement contre l'avis de ses propres services au ministère du travail qui n'y voyaient qu'acharnement anti-syndical de la Poste et sa volonté de se débarrasser de ce militant, comme d'un caillou dans son soulier.

Dans un deuxième temps, la grève de solidarité des facteurs s'est transformée en grève contre la dégradation de leurs conditions de travail, avec des horaires plus longs, une charge de travail plus importante et la déshumanisation de leur fonction opérée par la Poste qui tente de monétiser les multiples services quotidiens que les facteurs rendent aux usagers.

Ce qu'ils combattent, c'est le glissement vers un système productif où le sens humain disparaît, sacrifié sur l'autel du bénéfice. Le facteur, cet homme ou cette femme de lettres qui distribue à tous les vents ses bonjours et offres de petits services, est facteur de lien social, dans les quartiers et les villages et c'est cela que veut détruire la Poste et que défendent les facteurs.

Les 150 postiers des Hauts-de-Seine ne sont pas des écrivains ou des philosophes comme ces grands ancêtres postiers que sont Gaston Bachelard, philosophe français ou Charles Bukowski, écrivain américain. Leur lutte joue toutefois aussi un rôle important, car comme l'écrit Virginie Despentes, fille de postiers : ce qu'ils défendent c'est "un monde dans lequel on était payé quand on travaillait, et c'était une évidence de l'être. Un monde où les travailleurs avaient des droits, et quand ils décidaient de se mettre en grève pour les défendre, ça pouvait se terminer bien. On parlait déjà de la fin des utopies, mais quelques-unes demeuraient. Alors, face à l'état du monde du travail aujourd'hui, ce n'est pas de la mélancolie que je ressens, mais un désespoir absolu, une sensation de débâcle." Malgré 150 paies à zéro euro depuis le début du conflit, les postiers du 92 ne battent pas en retraite.

En défendant le service public, celui du facteur, de l'enseignant, du cheminot, de l'électricien ou de l'infirmière, c'est un monde qu'ils défendent et que Macron, après tous les autres, tente de défaire.

En défendant la cause des postiers des Hauts de Seine, c'est une société de droits collectifs et de solidarité que nous défendons, c'est notre propre humanité que nous préservons, la meilleure part de notre histoire et de nous-mêmes.

Voilà pourquoi nous appelons à les soutenir par tous les moyens possibles y compris financiers en participant à la caisse de grève. Aidons-les à gagner !

COUP DE GUEULE

La gauche perd-elle la boussole ?

Par Thierry Seveyrat

Nous venons d'assister à l'instructif retournement de deux combats, constitutifs de l'ADN de la gauche, qui a toujours voulu les associer et le plus souvent, les penser ensemble : la lutte contre une vision raciale de la société, et partant racialisée, et bien souvent raciste ; mais aussi la lutte pour la liberté sexuelle, qui ne se réduit pas au féminisme, qui concerne aussi les personnes homosexuelles, bisexuelles et transsexuelles, et qui combat le sexisme. La gauche s'est toujours prévalu d'être antiraciste et antisexiste mais aussi, et cela a son importance, anticléricale.

Or la notion même de race, qui figurait dans la constitution, vient d'en être abrogée, en même temps que le cortège LGBT de la gaypride cette année a racialisé sa tête de cortège, en en excluant toute personne de couleur blanche ; une photographie très commentée de l'actuel président de la République française est venue consacrer ce moment, où les membres du groupe de danseurs gays noirs DJ Kiddy Smile ont posé au sein même de l'Élysée, autour du chef de l'État et de son épouse, lors de la dernière fête de la musique. Apogée d'un combat, ou son retournement ?

Il est surtout possible de parler de dévoiement. Car ce qui vient d'avoir lieu n'est pas un progrès dans la lutte contre le racisme, ou contre le sexisme, mais au contraire le retour à un stade antérieur, qui est l'affirmation des communautés contre l'intérêt supérieur de la nation, une et indivisible. Voici que les gays ont leurs passages cloutés (!) ; voici qu'on somme les

personnes blanches, réduites à leur pigmentation de peau, de se faire discrètes ; voici que le refus de la mixité progresse dans plusieurs couches de la société, musulmane et catholique ; voici aussi qu'une loi qui empêchait les congrégations religieuses d'opérer pour ce qu'elles sont dans le débat public, les invisibilise désormais, c'est-à-dire les rend plus puissantes. Le droit à la différence, ennemi de l'universalisme républicain où tous les citoyens sont égaux en dignité et en droits, devient un fait législatif, et de plus en plus constitutionnel. L'assimilation qui fait société dans un droit à l'indifférence qui émancipe périclite.



Nous glissons vers un ordre politique qui catégorise les citoyens, les segmente, mais aussi les assigne, et phagocyte l'espace social. L'ordre des communautés, qui est le projet social du macronisme, vient colorier une société qui n'a plus rien pour la relier, ni son histoire qui est attaquée, ni sa neutralité religieuse qui garantit la liberté de conscience de tous, ni ses services publics qui disparaissent, ni ses symboles collectifs qui sont ornés des drapeaux particuliers arc-en-ciel. Nous glissons littéralement vers l'anomie, qui est une phase avancée du libéralisme, ennemie de la République. Si une refondation politique doit exister, à l'heure où l'organisation étudiante de la gauche choisit le djilbeb pour célébrer le demi-siècle de Mai 68, elle voudra refonder le bien commun, public, universel et laïque, sans lequel nous allons à la guerre civile.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication

de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS